

Archéologie préventive

Guide pratique de l'aménageur



L'aménagement du territoire et l'archéologie

L'archéologie préventive est une mission de service public à laquelle chaque aménageur contribue.

Tous les ans, en France, 700 km² sont concernés par des travaux, entraînant la destruction du patrimoine archéologique.

Afin de détecter la présence d'éventuels vestiges, les archéologues interviennent en amont des chantiers.

Ces recherches préalables, conduites en zone rurale comme en milieu urbain en étroite collaboration avec les aménageurs, permettent de « sauvegarder par l'étude » ces précieux témoignages et, dans des cas très exceptionnels, de les conserver.

Elles garantissent également aux aménageurs la possibilité de mener à bien leurs projets sans risquer une interruption de chantier.

Sur le terrain, ces recherches comportent deux étapes : la réalisation d'un diagnostic et, le cas échéant, celle d'une fouille.

À l'issue des recherches, les données sont analysées et interprétées lors de la phase de post-fouille.

Vous avez un projet d'aménagement, un diagnostic d'archéologie préventive vient d'être prescrit par le préfet de région : ce guide se propose de répondre à vos principales interrogations.

**Pour 2000 diagnostics,
seuls 300 à 400 sites
sont fouillés chaque année.**

Le diagnostic archéologique

Les étapes en bref

- 1** Le préfet de région prescrit un diagnostic après étude du projet d'aménagement par le service régional de l'archéologie et le notifie à l'aménageur.
- 2** Le préfet de région attribue la réalisation du diagnostic à l'Inrap ou à un opérateur d'archéologie préventive agréé et en informe l'aménageur.
- 3** L'opérateur désigné – l'Inrap ou un service agréé de collectivité territoriale – établit un projet d'intervention scientifique qu'il soumet au préfet de région.
- 4** Dès l'approbation du projet d'intervention et au plus tard deux mois après s'être vu attribuer la réalisation du diagnostic, l'opérateur définit, par convention avec l'aménageur, les modalités de l'intervention sur le terrain.
- 5** Le préfet de région désigne un responsable scientifique d'opération sur proposition de l'opérateur.
- 6** L'aménageur met le terrain à la disposition de l'opérateur dans des conditions permettant à celui-ci de réaliser les travaux de diagnostic : dépollution, abattage des arbres, mise en sécurité... Un procès-verbal de mise à disposition du terrain est dressé entre l'opérateur et l'aménageur.
- 7** L'opérateur réalise le diagnostic.
- 8** Une fois le diagnostic achevé sur le terrain, un procès-verbal de fin de chantier est établi.
- 9** Les résultats scientifiques recueillis au cours du diagnostic sont rassemblés dans un rapport transmis au préfet de région, qui le porte à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.
- 10** Le préfet de région dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception de ce rapport, pour notifier à l'aménageur les éventuelles prescriptions ultérieures. Il peut s'agir d'une fouille ou de l'indication de la modification du projet d'aménagement.

Qu'est-ce qu'un diagnostic archéologique ?

Réalisé en amont du chantier d'aménagement, le diagnostic archéologique est le seul moyen de vérifier si un terrain recèle des traces d'occupation humaine. Cette opération permet, par des études de terrain – le plus souvent des sondages mécaniques –, de détecter et de caractériser les vestiges éventuellement présents sur le site. Si aucune fouille n'est ensuite prescrite, le diagnostic constituera la seule source d'informations sur le patrimoine archéologique du site.

Quels sont les aménagements concernés ?

Il s'agit des constructions ou des travaux, dont la localisation est située sur une zone connue pour sa « sensibilité archéologique* » :

- les zones d'aménagement concerté (ZAC) et les lotissements d'une superficie supérieure à 3 hectares ;
- les travaux soumis à déclaration ou autorisation en application du code de l'Urbanisme ;

- les aménagements et ouvrages soumis à étude d'impact (routes, déchetteries, carrières...) ;
- les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques.

Le préfet de région – par délégation le service régional de l'archéologie (SRA)* au sein des directions régionales des affaires culturelles (Drac) – peut émettre une prescription de diagnostic en dehors de ces zones s'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet est susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Toutefois, la prescription de diagnostic n'est pas systématique : les travaux projetés peuvent ne présenter aucune atteinte notable au patrimoine connu ou présumé ; l'aménageur peut également procéder à des modifications (assiette du projet, aménagement technique) afin de rendre compatible sa réalisation avec la sauvegarde du patrimoine archéologique.

Qui prescrit le diagnostic ?

À la suite de l'instruction des dossiers par le SRA, le préfet de région peut prescrire un diagnostic, mais l'aménageur peut également anticiper cette prescription en demandant au préfet d'examiner si son projet est susceptible de donner lieu à prescription : il le saisit alors d'une demande anticipée de prescription. L'arrêté de prescription de diagnostic est notifié à l'autorité compétente (mairie, DDE) qui délivre l'autorisation de travaux, ainsi qu'à l'aménageur, aux collectivités territoriales concernées par le projet si elles disposent d'un service archéologique agréé, et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap).

Qui le réalise ?

Le préfet de région attribue le diagnostic à un opérateur d'archéologie préventive. La réalisation du diagnostic est une prérogative publique confiée à l'Inrap et aux services archéologiques des collectivités territoriales agréés pour leur territoire spécifique. L'Inrap intervient systématiquement si les services agréés décident de ne pas mener le diagnostic.

Comment est-il financé ?

Le diagnostic est financé par la redevance d'archéologie préventive (RAP), dont les modalités de calcul sont fixées par le code du patrimoine. Les aménagements, à partir de certains seuils, engendrent le paiement de cette redevance qu'il y ait ou non prescription archéologique.

Quelles sont les suites du diagnostic ?

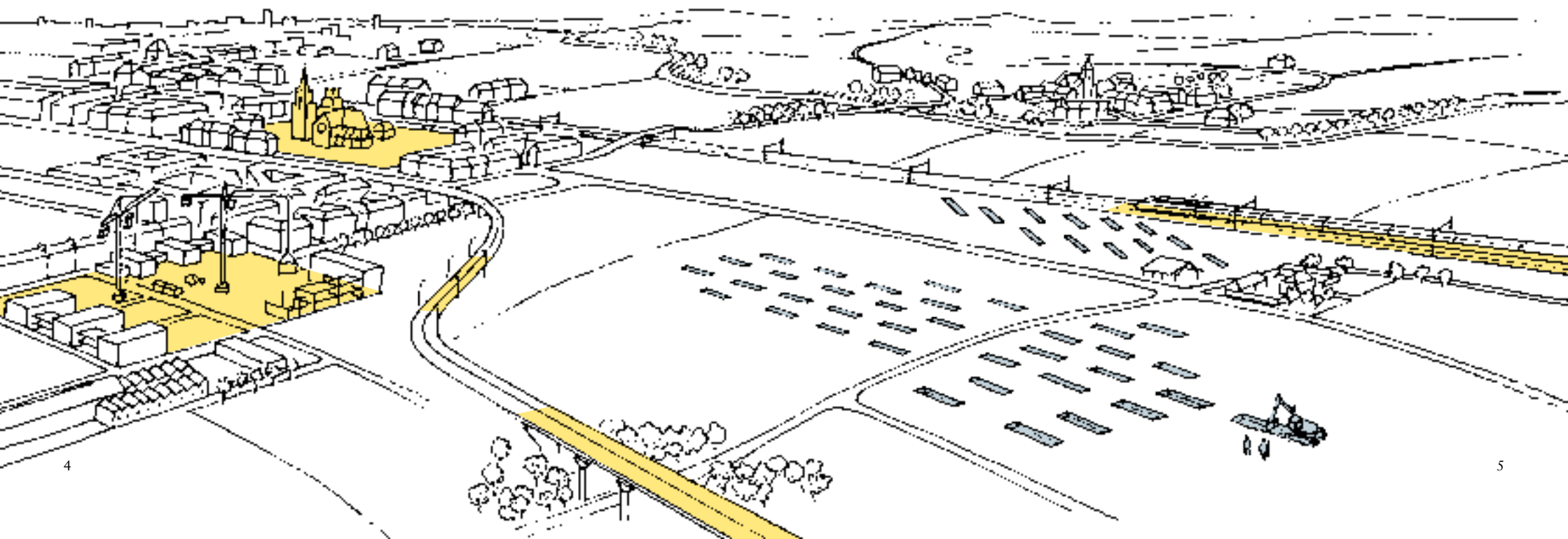
Si le diagnostic confirme la présence de vestiges significatifs sur le plan scientifique ou patrimonial, le préfet de région peut :

- prescrire la réalisation d'une fouille pour recueillir les données archéologiques ;
- demander la modification du projet, afin de réduire l'impact des travaux sur le patrimoine archéologique et d'éviter en tout ou partie la réalisation de la fouille.

* Voir glossaire page 11

● Travaux effectués par l'aménageur

● Travaux effectués par l'opérateur



La fouille

Les étapes en bref

- 1** Le préfet de région adresse à l'aménageur un arrêté de prescription de fouille dans les trois mois suivant la réception du rapport de diagnostic, ou prescrit directement une fouille dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier de l'aménageur. Un cahier des charges scientifique, y est annexé. Le préfet notifie la prescription, d'une part à l'autorité compétente (mairie, DDE) pour autoriser les travaux, d'autre part à l'aménageur.
- 2** L'aménageur est le maître d'ouvrage de la fouille pour laquelle il choisit un opérateur.
- 3** Le contrat ou marché, signé entre l'aménageur et l'opérateur, définit le projet scientifique d'intervention et les conditions de sa mise en œuvre sur la base du cahier des charges scientifiques.
- 4** L'aménageur transmet le contrat (ou le marché public) signé, au préfet de région. Ce dernier dispose d'un délai de deux mois pour délivrer l'autorisation de fouille. L'aménageur peut également joindre à ces documents une demande de prise en charge du coût des fouilles par l'État, ou de subvention dans le cadre du Fnap.
- 5** Si le projet n'est pas conforme au cahier des charges scientifiques, le préfet de région peut demander à l'aménageur de présenter un projet scientifique amendé.
- 6** Une fois l'autorisation de fouille délivrée, l'aménageur met le terrain à la disposition de l'opérateur pour que la fouille puisse débuter.
- 7** La phase de terrain de la fouille s'effectue selon le projet d'intervention.

Qu'est-ce qu'une fouille ?

La fouille vise à recueillir et analyser l'ensemble des données d'un site. Alors que le diagnostic ne concerne qu'une partie du terrain, la fouille explore toute la surface.

Qui la prescrit ?

La fouille est prescrite par le préfet de région dans un délai de trois mois à réception du rapport de diagnostic, ou sans diagnostic préalable dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier de l'aménageur. L'arrêté de prescription est accompagné d'un cahier des charges qui définit les objectifs scientifiques, les principes méthodologiques de l'intervention, les études à réaliser, et précise les qualifications du responsable scientifique d'opération.

Qui la réalise ?

L'aménageur assure la maîtrise d'ouvrage de la fouille et choisit un opérateur pour sa réalisation : l'Inrap ou bien un service archéologique agréé de collectivité territoriale ou encore un organisme privé agréé. L'aménageur conclut avec l'opérateur un contrat de fouille qui définit le projet scientifique d'intervention et les conditions de sa mise en œuvre. Si l'aménageur est une personne publique, le contrat est régi par les règles de passation et d'exécution des marchés publics de travaux. Ce contrat est transmis par l'aménageur au préfet de région. Celui-ci délivre l'autorisation de fouille, en fonction de la conformité du projet d'intervention au cahier des charges scientifiques. Si aucun autre opérateur ne remplit les conditions pour effectuer la fouille, c'est à l'Inrap qu'en incombe la réalisation.

Qui la finance ?

Le coût de la fouille est à la charge de l'aménageur. L'opérateur lui facture directement ses prestations en application du contrat (ou du marché public) conclu entre les parties. Dans certains cas, le coût des fouilles est complètement pris en charge. À la demande de l'aménageur, il peut être subventionné par le Fonds national d'archéologie préventive (Fnap), dans les conditions fixées par l'article L524-14 du code du Patrimoine [voir page 11].

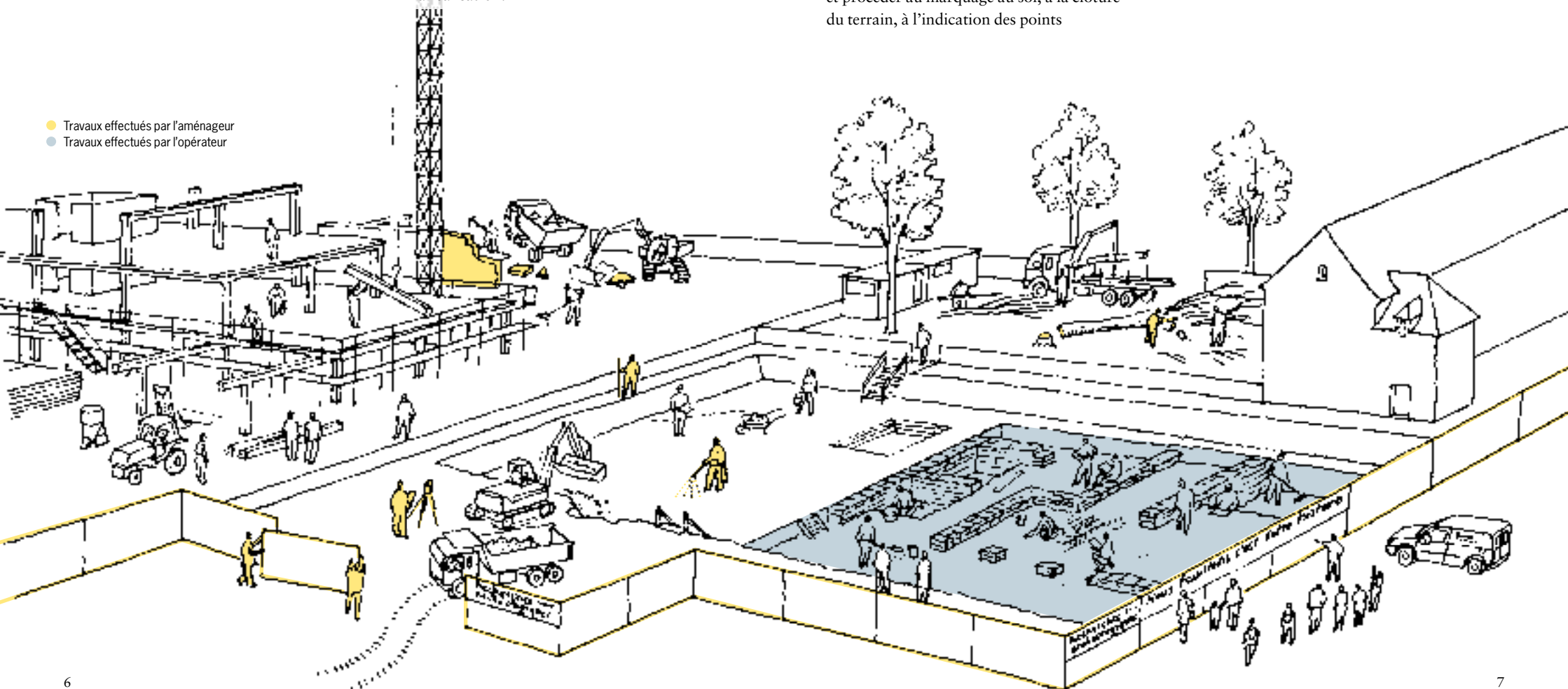
Quels engagements lient l'aménageur et l'opérateur de la fouille ?

L'aménageur nomme un coordonnateur sécurité et protection de la santé. Il doit remettre le terrain à l'opérateur dans des conditions permettant la réalisation de la fouille. Il doit notamment assurer la sécurité du site et procéder au marquage au sol, à la clôture du terrain, à l'indication des points

topographiques et géographiques référencés, à des opérations de dépollution, de démolition des bâtiments, d'abattage des arbres, etc. L'opérateur est, quant à lui, tenu de réaliser la fouille conformément à la prescription et au cahier des charges scientifiques dans les délais et selon les coûts fixés contractuellement avec l'aménageur.

À l'issue de la phase de terrain, conclue par la signature du procès-verbal de fin de chantier, l'aménageur est libéré de toute contrainte archéologique par l'obtention, auprès du SRA, d'une attestation de libération de terrain. Le chantier d'aménagement peut alors se dérouler, et la phase de post-fouille se poursuit en laboratoire.

- Travaux effectués par l'aménageur
- Travaux effectués par l'opérateur



Fouille, post-fouille et valorisation

8

Si le chantier le permet, des actions de valorisation sont organisées (panneaux d'information, relations avec les médias, visites de site...).

9

Une fois la fouille achevée, un procès-verbal de fin de chantier est signé entre l'aménageur et l'opérateur.

10

Dans les quinze jours suivant la notification par l'aménageur de l'achèvement des fouilles sur le site, le préfet délivre à l'aménageur une attestation de libération de terrain.

11

Pendant la phase de post-fouille, les données recueillies sont analysées et rassemblées par le responsable scientifique d'opération dans le rapport final d'opération, que l'opérateur remet au préfet de région qui le transmet à l'aménageur.

12

Après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique (Cira)*, le rapport final d'opération peut être publié, isolément ou dans une synthèse. Ses résultats peuvent être repris au sein de divers supports à destination du public : publications, expositions, documentaires audiovisuels, etc.

En quoi consiste la phase de post-fouille ?

Le responsable scientifique d'opération et son équipe poursuivent l'exploitation et l'interprétation des données scientifiques dans les centres archéologiques et en laboratoires. Ces analyses et leur interprétation sont rassemblées dans un rapport final d'opération (RFO) que l'opérateur remet au préfet de région. Celui-ci en transmet un exemplaire à l'aménageur.

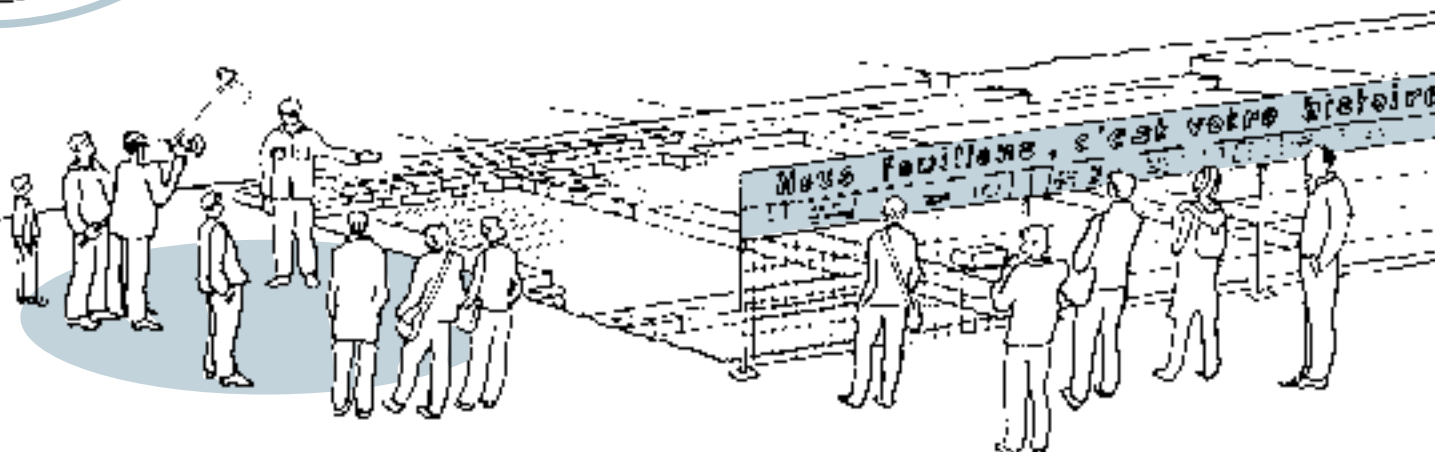
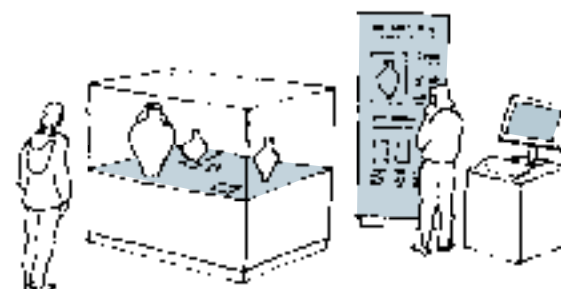
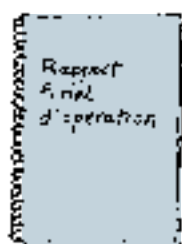
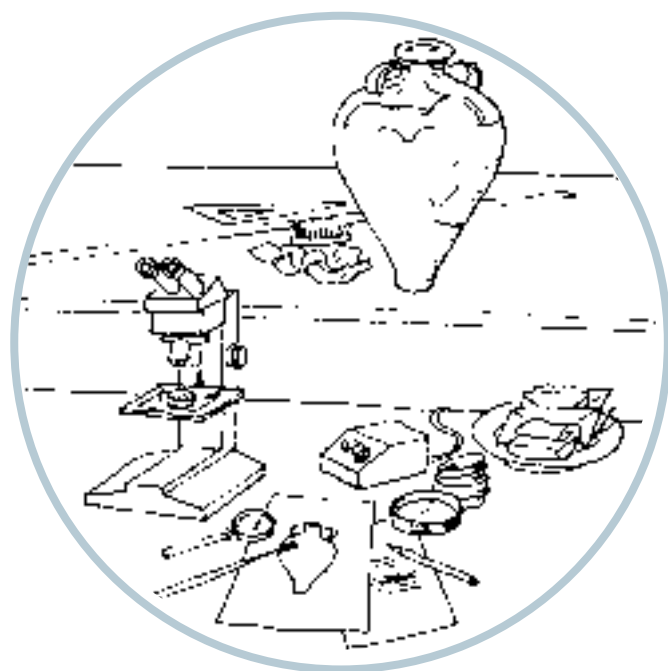
Que se passe-t-il en cas de découverte inattendue ou d'importance exceptionnelle ?

En cas de découverte survenue pendant l'opération remettant en cause les résultats du diagnostic et les données scientifiques

du cahier des charges, le préfet de région peut formuler des prescriptions complémentaires. En cas de découverte d'importance exceptionnelle, le préfet de région peut prolonger la durée d'intervention et, le cas échéant, demander une modification du projet d'aménagement. Le surcoût peut être financé en tout ou partie par le Fnap. Dans de rares cas, si les vestiges présentent un intérêt patrimonial ou scientifique exceptionnel, le préfet de région peut demander leur conservation totale ou partielle *in situ*.

En quoi consiste la mission de valorisation de l'Inrap ?

Dans le prolongement de ses activités de recherche, l'Inrap a une mission d'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et de diffusion de leurs résultats auprès de la communauté scientifique, mais également auprès du public, par le biais, notamment, de visites de chantier, de conférences, de publications, d'expositions, de documents audiovisuels. Pour mettre en œuvre ces multiples initiatives, l'Inrap travaille en partenariat avec les aménageurs, les collectivités territoriales, les SRA, les institutions de recherche, les musées...



À qui s'adresser ?

Pour avoir des informations sur la prescription et le droit de l'archéologie ?

Au conservateur régional de l'archéologie, au sein du SRA

Pour connaître la probabilité d'une prescription de diagnostic ?

Au conservateur régional de l'archéologie, au sein du SRA

Pour demander un diagnostic avant de définir un projet d'aménagement ?

Au conservateur régional de l'archéologie, au sein du SRA

Pour connaître l'état d'avancement du diagnostic ?

À l'adjoint scientifique et technique, au sein de la direction interrégionale de l'Inrap

Pour conclure un contrat de fouille ?

Au directeur interrégional de l'Inrap

Pour avoir des précisions sur le projet scientifique avant le début des fouilles ?

À l'adjoint scientifique et technique au sein de la direction interrégionale de l'Inrap

Pour restituer au public les résultats de la fouille ?

Au chargé de développement culturel et de communication de la direction interrégionale de l'Inrap

Où trouver la législation ou d'autres informations ?

Le site Internet de l'Inrap (www.inrap.fr) permet d'accéder à une documentation sur l'archéologie préventive, à des expositions-dossiers, à des comptes rendus de fouilles, à des dossiers de presse, à l'actualité des chantiers... Une lettre d'information mensuelle est adressée à l'ensemble de la communauté archéologique, aux aménageurs et aux élus.

Qu'est-ce que la carte archéologique ?

Les services régionaux de l'archéologie sont chargés d'établir la Carte archéologique nationale, avec le concours des opérateurs d'archéologie. Cet inventaire, constamment actualisé, est un outil scientifique et patrimonial, et un instrument permettant de déterminer la sensibilité archéologique des zones concernées par l'aménagement du territoire.

Les éléments de la carte archéologique peuvent être consultés au SRA de chaque région. Toutefois, cette carte est par nature lacunaire, et ne compte que les sites déjà identifiés.

Qu'est-ce que la redevance d'archéologie préventive ?

De nature fiscale, la redevance d'archéologie préventive (RAP) permet de financer les diagnostics, de contribuer, pour un minimum de 30 % de son montant, au Fonds national d'archéologie préventive (Fnap), et d'assurer l'exploitation scientifique des résultats des opérations d'archéologie préventive. La redevance est calculée, selon la nature du projet d'aménagement, soit par les DDE soit par les SRA. Elle est perçue par le trésorier-payeur général territorialement compétent. Acquittée par toute personne projetant d'effectuer des travaux d'aménagement affectant le sous-sol et soumis à des déclarations ou autorisations en application notamment des codes de l'Urbanisme ou de l'Environnement, son calcul dépend de la nature du projet :

- si le projet est soumis à autorisation ou déclaration au titre du code de l'Urbanisme, la RAP est due pour les travaux de construction créant plus de 1 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) ou de surface de parkings ;
- pour les autres projets (installations classées telles que carrières, routes, voies ferrées, canaux, etc.), le seuil est de 3 000 m² de superficie du terrain.

Dans ce dernier cas, la RAP est calculée par application d'un taux au mètre carré fixé chaque année par le ministère de la Culture et de la Communication. Pour calculer le montant prévisionnel de la RAP s'appliquant à votre projet, adressez-vous aux Drac ou aux DDE de votre région.

En sont exonérés les travaux relatifs aux logements locatifs construits ou améliorés avec le concours financier de l'État, la réalisation de logements par une personne physique pour elle-même et les affouillements liés à des travaux agricoles et forestiers.

Le produit de la redevance est reversé par le Trésor public soit à l'Inrap soit aux collectivités territoriales qui réalisent les diagnostics prescrits sur leur territoire.

Qu'est-ce que le Fonds national pour l'archéologie préventive ?

Ce fonds de péréquation est alimenté par 30 % des recettes de la redevance d'archéologie préventive. Il permet de financer :

- la prise en charge du coût des fouilles induites par la construction de logements locatifs aidés et de logements réalisés par une personne physique pour elle-même, y compris dans le cadre d'un lotissement et d'une ZAC. Ces prises en charge sont accordées de droit par le préfet de région. Un mandat peut être confié par l'aménageur à l'Inrap qui reçoit directement les fonds du Fnap ;
- les subventions accordées aux aménageurs soumis à des opérations de fouille après décision du ministère de la Culture et de la Communication (Dapa*).

À qui appartient le mobilier archéologique mis au jour sur le site ?

Le mobilier archéologique découvert lors de la fouille est confié à la garde de l'opérateur pendant deux ans maximum, à compter de la date de délivrance du certificat de fin de travaux. Ce délai lui permet de réaliser l'ensemble des études de mobilier, le cas échéant après avoir procédé aux travaux de consolidation et de stabilisation du mobilier le plus sensible, et d'en dresser un inventaire. À la remise du rapport et, au plus tard, à l'expiration du délai de deux ans, le mobilier et la documentation scientifique sont remis par l'opérateur au SRA qui transmet l'inventaire exhaustif du mobilier au propriétaire du terrain. Ce dernier dispose alors d'un an pour faire valoir son droit de propriété sur la moitié du mobilier inventorié. Le mobilier est alors partagé, à l'amiable ou à dire d'expert, entre l'État et le propriétaire du terrain en deux lots équivalents en valeur, attribués par tirage au sort. L'État peut toutefois exercer, sur tout ou partie des objets, son droit de revendication prévu par le code du Patrimoine. Si, à l'expiration du délai d'un an, le propriétaire du terrain n'a pas fait valoir ses droits, l'État prend acte de sa renonciation.

Quels sont les textes juridiques de référence ?

Les deux principaux textes régissant l'archéologie préventive sont le code du Patrimoine, livre V, titre II, et le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 « relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ».

* Glossaire

Cira

Commission interrégionale de la recherche archéologique. Au nombre de 6 sur le territoire métropolitain, elles sont composées de scientifiques nommés par le préfet de région et sont consultées sur les prescriptions de fouilles. Elles peuvent expertiser les fouilles en cours, évaluer les rapports finaux d'opérations, les projets de publication et les projets collectifs de recherche.

CNRA

Le conseil national de la recherche archéologique, créé en 1964, est présidé par le ministre de la Culture et de la Communication. Le CNRA donne des avis et émet des propositions relatives à la programmation des recherches, à leur évaluation, aux fouilles préventives, à la protection, la conservation, la mise en valeur du patrimoine archéologique. Il rassemble des représentants de toutes les institutions, de tous les acteurs et de toutes les disciplines de l'archéologie.

Dapa

La direction de l'architecture et du patrimoine dépend du ministère de la Culture et de la Communication. Elle est, entre autres, chargée de la protection et de la sauvegarde du patrimoine archéologique.

SRA

Services de l'État placés sous l'autorité des préfets de région au sein des directions régionales des affaires culturelles (Drac), les services régionaux de l'archéologie instruisent les dossiers de prescriptions archéologiques.

Zone à sensibilité archéologique

Zones définies dans la Carte archéologique nationale par le préfet de région (arrêtés de zonage) en fonction des informations scientifiques qui laissent présager la présence de vestiges. Ces arrêtés sont tenus à la disposition du public – ils font l'objet d'une publication dans les recueils administratifs des préfetures et d'un affichage dans les mairies concernées.



ministère de la Culture
et de la Communication
ministère de
l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

L'Inrap

Avec 1 800 collaborateurs et chercheurs, l'Inrap est la plus importante structure de recherche archéologique française et l'une des toutes premières en Europe. Institut national de recherche, il réalise l'essentiel des diagnostics archéologiques et des fouilles en partenariat avec les aménageurs privés et publics : soit près de 2 500 chantiers par an, en France métropolitaine et dans les Dom.

L'Inrap est organisé en 8 directions interrégionales et 50 centres archéologiques qui lui permettent d'intervenir dans toute la France au plus près de l'aménagement du territoire.

Inrap

7 rue de Madrid
75008 Paris
tél. 01 40 08 80 00
fax 01 43 87 18 63

www.inrap.fr

Centre-Île-de-France

CENTRE, ÎLE-DE-FRANCE
31 rue Delizy
93698 Pantin cedex
Tél. 01 41 83 75 30
Fax 01 48 10 97 55

Grand Est nord

CHAMPAGNE-ARDENNE, LORRAINE
12 rue de Méric, CS 80005
57063 Metz cedex 2
Tél. 03 87 16 41 50
Fax 03 87 16 41 51

Grand Est sud

ALSACE, BOURGOGNE, FRANCHE-COMTÉ
7 boulevard Winston-Churchill
21000 Dijon
Tél. 03 80 60 84 10
Fax 03 80 60 84 11

Grand Ouest

BASSE-NORMANDIE, BRETAGNE,
HAUTE-NORMANDIE, PAYS DE LA LOIRE
37 rue du Bignon, CS 67737
35577 Cesson-Sévigné cedex
Tél. 02 23 36 00 40
Fax 02 23 36 00 50

Grand Sud-Ouest

AQUITAINE, DOM, LIMOUSIN, MIDI-PYRÉNÉES,
POITOU-CHARENTES
156 avenue Jean-Jaurès
33600 Pessac
Tél. 05 57 01 00 10
Fax 05 57 01 00 19

Méditerranée

CORSE, LANGUEDOC-ROUSSILLON,
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR
561 rue Étienne-Lenoir, Km delta
30900 Nîmes
Tél. 04 66 36 04 07
Fax 04 66 36 29 13

Nord-Picardie

NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE
518 rue Saint-Fuscien
80000 Amiens
Tél. 03 22 33 50 30
Fax 03 22 95 50 30

Rhône-Alpes – Auvergne

AUVERGNE, RHÔNE-ALPES
11 rue d'Annonay
69675 Bron cedex
Tél. 04 72 12 90 00
Fax 04 72 12 90 01